

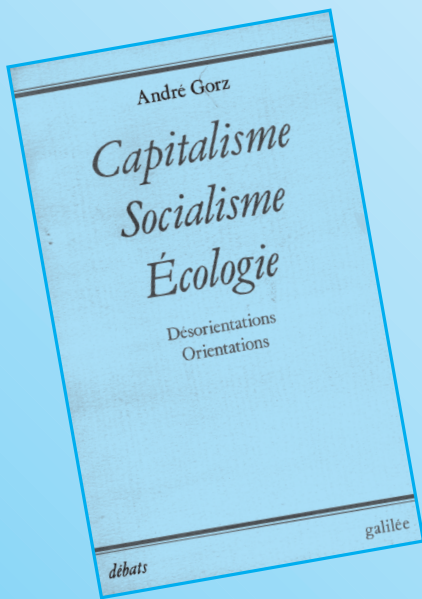
La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1081 - novembre 2007 NUMÉRO SPÉCIAL

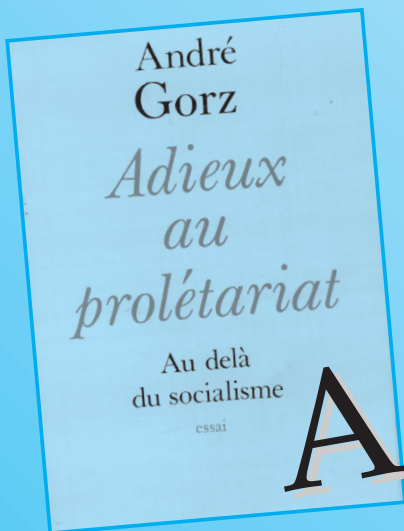


TRENTE
ANS



DE DIALOGUE

AVEC



ANDRÉ GORZ

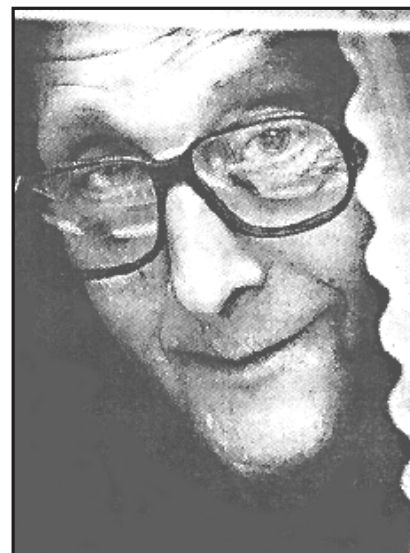


GR 1081 - France 2,20 euros

ISSN : 0398-2076

commission paritaire N°0408 K 83051

À la recherche
de la gauche :
trente ans
de dialogue avec
André Gorz



Dans notre précédent numéro, venant d'apprendre le décès d'André Gorz, nous l'avons évoquée comme une énorme perte pour la philosophie, la sociologie et... l'économie distributive. Nous avons découvert Gerard Horst, alias André Gorz, il y a un peu plus de trente ans, à la lecture d'un article qu'il avait écrit, sous le pseudonyme de Michel Bosquet, dans *Le Nouvel Observateur* et qui avait fait vivement réagir Marie-Louise Duboin. Depuis, nous avons entretenu des contacts étroits avec lui et son épouse Dorine.

C'est un peu l'histoire de cette amitié, d'un combat commun à la recherche de la gauche et du socialisme que nous résumons ici. En parcourant les divers extraits de son œuvre que nous avons choisis, on pourra suivre plus particulièrement l'évolution de la pensée de Gorz sur le "travail", sujet que les médias, préférant insister sur son héritage existentialiste dans leurs éloges unanimes, ont largement passé sous silence.

Le point de départ

À l'origine du débat, l'apostrophe que l'éditorial de la *Grande Relève* N°747 de juin 1977 adressait à Michel Bosquet :

JUIN 1977 — N° 747

ISSN 0398-2076

LA *Grande Relève* DES HOMMES PAR LA SCIENCE

La gauche fera-t-elle l'effort nécessaire ?

par M.-L. DUBOIN

Dans le « Nouvel Observateur » du 23 mai dernier, Michel Bosquet, sous le titre « les économistes communistes ont-ils raison ? », analyse les calculs effectués par le P.C.F. Il souligne que celui-ci ne fait que « proposer ce que la gauche a toujours dit : il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres ». Il montre qu'un tel transfert au cours de l'année qui vient ne représenterait que 9 % du produit national français ; et que d'ailleurs cette somme à verser aux pauvres pourrait même ne pas être prise aux riches grâce seulement à « l'élimination de la sous-utilisation du potentiel productif, une économie accrue des moyens matériels et une efficacité supérieure des investissements ».

Restent évidemment les modalités de ce transfert. Et comme pas plus Michel Bosquet que les communistes n'envisagent de sortir du système capitaliste des prix-salaires-profits, ils tombent sur un écueil de taille : l'incompatibilité entre un système qui repose sur le principe que « l'argent va à l'argent » et tout idéal d'équité, voire seulement d'humanité. Alors, pour résoudre cette quadrature du cercle, Michel Bosquet propose cette solution absolument géniale : il n'y a qu'à pénaliser les entreprises qui utilisent des machines capables de remplacer

l'homme ! Pourquoi ne proposez-vous pas, M. Bosquet, à votre directeur, de remplacer l'imprimerie du « Nouvel Observateur » par quelques centaines de milliers de copistes ? Si un seul quotidien suivait ce bel exemple, le problème du million de chômeurs serait résolu ! Mais est-ce bien là ce que vous appeliez plus haut une efficacité supérieure des investissements ?

Il est tout de même bien triste de voir que les économistes de gauche, qu'a priori on estime plus libérés du carcan de l'idéologie capitaliste que ceux du camp adverse, sont tout aussi incapables de pousser leur raisonnement jusqu'à conclure : puisque les moyens existent de faire faire par les machines les travaux pénibles, il faut inventer un système économique qui permette aux hommes ainsi libérés d'en profiter ! Partout on cherche à inventer, à innover, partout on veut que l'imagination prenne le pouvoir... sauf en économie ! Comme le souligne M. Bosquet, les économistes du P.C.F. formés à l'INSEE et dans les Grandes Écoles sont tout aussi technocrates que les autres et nous nous posons avec lui, mais aussi à propos de lui-même, la question : ne serait-ce pas précisément leur formation économique qui les égare ?

M. Bosquet soulève ensuite un autre problème : si l'on donne du jour au lendemain aux pauvres les moyens d'acheter plus, leur demande, sur le marché, ne correspondra pas à la production préparée pour les riches. Voilà une remarque judicieuse. Quel dommage que son auteur ne soit pas allé jusqu'à chercher la cause de cet écueil qu'il dénonce : l'économie capitaliste fonctionne pour satisfaire les seuls besoins SOLVABLES, elle n'est donc pas faite pour satisfaire ceux des pauvres. C'est bien pour cela qu'elle ne peut pas être équitable. Ses structures l'en empêchent. C'est bien en cela que démocratie et capitalisme sont incompatibles. Et c'est pourquoi, Monsieur Bosquet, il ne peut pas y avoir de vrai socialisme sans changement des principes mêmes du système économique.

La question est clairement posée : la gauche est-elle prête à l'entendre ?

« Quand comprendra-t-on que le chômage aujourd'hui est à la mesure du progrès, et que vous ne pourriez résorber le chômage qu'en faisant la guerre au progrès ? Ce qui reviendrait à faire faire péniblement par les hommes ce que les machines font plus rapidement qu'eux. Il y a des gens, en 1934, qui parlent de proscrire les machines alors qu'elles ont été inventées uniquement pour alléger la peine de l'homme ».

Vous avez bien lu. Cette citation de Jacques Duboin date du 25 septembre 1934, dans son livre « *Ce qu'on appelle la crise* ». Changez la date et voici une réponse toute faite pour Michel Bosquet.

Non, la gauche n'était pas prête à l'entendre puisque, trente ans après, elle ne l'entend toujours pas. Par contre Michel Bosquet devenu André Gorz avouait récemment au téléphone qu'il avait encore cette apostrophe en mémoire.

À la suite d'une enquête intitulée "L'Age d'or du chômage", publiée un peu plus tard, par M. Bosquet dans le *Nouvel Observateur*, notre ami Henri Muller lui écrivait en décembre 1978 la lettre suivante :

«Félicitations pour votre enquête sur l'âge d'or du chômage. Elle va vous valoir un abondant courrier. J'ai lu d'une traite l'ensemble des textes, un peu déçu toutefois que cette enquête ne débouche pas plus carrément sur la nécessité d'une révolution économique (bien que vous ayez évoqué, presque furtivement, celle d'une «autre rationalité économique».

Bref vous aurez fait saliver tout le monde et, au moment où le plat est chaud, prêt à servir, vous le rangez au placard.

Le Monde du 4 novembre dernier m'avait publié une version tronquée d'un article «l'emploi pour faire quoi ?» que vous aurez peut être remarqué (page 2, Idée). Nous sommes dans les mêmes eaux. Vous vous souvenez de l'envoi de mon "Manifeste écologique 78", le 11 mai dernier, en écho à votre article «Une pastille pour l'emploi». Il aura peut être inspiré votre dernière enquête.

Au questionnaire Sofres sur les causes du chômage, il manque : la concurrence extérieure (multinationales produisant dans les pays de l'Est, à Hong Kong, à Singapour, etc.), la hausse des prix (charges, profits, taux d'amortissements financiers et industriels).

déjà !!

Gagner plus ou travailler moins ? La question est mal posée. La réponse massive est : gagner plus **ET** travailler moins. C'est du moins celle que j'avais donnée au cours d'un colloque à Grenoble, en 1962 (avec Jan Tiberghen, Messé Goetz, etc) et qui avait fait s'esclaffer Maurice Allais planchant sur les "courbes d'indifférence".

Finalité du travail ? J'avais posé la question à Séguyn, en novembre 73 (ou 74) au cours d'une émission télévisée après de nombreux articles développant ce thème.

L'enquête Sofres sur l'occupation des loisirs ? Elle se borne à peu. J'ai procédé à cette sorte d'enquête sur une période de dix années sous forme d'innombrables "brain storming". Je vous en ferai parvenir le résultat. Il va sans dire que nombre des occupations recensées impliquent un minimum de culture, une disponibilité intellectuelle qu'il appartient à chacun d'acquérir au préalable. Moyennant quoi le loisir, la retraite, ne posent absolument aucun problème, pour peu que celle-ci s'accompagne, sinon d'un plein revenu, du moins d'un revenu permettant un taux d'insatisfaction acceptable, ce qui aujourd'hui n'est malheureusement pas le cas dans la grande majorité des retraités et des chômeurs.

Chômage et endettement ? Question non traitée dans votre enquête. Les interviewés n'ont apparemment ni famille à entretenir, ni d'ardoise dans les établissements de crédit.

Activités devant appeler des emplois : recherche, industrie du loisir, réparation, chantiers extérieurs et deux ou trois douzaines de secteurs inventoriés également en "brain storming".

C'est devenu une habitude de lier argent et richesses. On a tissé un voile monétaire sur l'étendue de celles-ci, sur leurs dimensions potentielles, dimensions qui devraient garantir aux retraités actuels et futurs, et aux chômeurs, un niveau de consommation satisfaisant, sans problème de réapprovisionnement.

La question des jeunes devant le travail est à traiter séparément. L'échec scolaire dû à de multiples causes, engendre souvent une attitude contestataire. Les jeunes sont épicuriens. Ils veulent tout et tout de suite. Ils ne se plient pas aux disciplines communautaires, sociales. Ils ont de la difficulté à entrer dans le monde des adultes. L'enseignement devrait leur donner une conscience sociale, au lieu d'en faire de futurs clients de la société de consommation.

Le sens du progrès, c'est l'accroissement du niveau de vie et des loisirs, accru dans la mesure permise par les conditions matérielles et techniques de la production. Or on ne fait que nous ressasser la plainte de la pénurie éternelle et de l'effort. Seuls fautifs : l'argent, la monnaie, les usages monétaires, une règle du jeu non adaptée à l'accélération du progrès technique, empêchant de récolter et de distribuer les fruits du travail.

Catastrophe, le fait de se libérer du travail ? Oui, mais pour ceux-là surtout qui vivent des mouvements d'argent dont le travail constitue l'un des supports.

La production a pour finalité le profit et non le besoin. Burnham l'a écrit il y a bien longtemps déjà avec une belle inconscience. Le troc, le bénévolat n'intéressent nullement la société de l'argent.

Les «ateliers d'immeubles ou de quartiers» ? Du folklore. Il faut ne pas connaître l'extrême complexité de n'importe quelle fabrication industrielle pour parler d'une telle éventualité. Il existe plusieurs dizaines de millions de produits et objets différents destinés au consommateur.

Voilà quelques unes des réflexions notées au fil de ma lecture et que je vous livre en vrac. Vous avez fait un pas très important, en posant correctement les données d'une question qui ne comporte qu'une solution : révolution économique, monnaie de consommation. Ne restez pas dans un vrai réformisme. Vous vous enfermeriez dans un cul de sac.

J'ai apprécié la densité du travail que vous avez fourni. Sur cette question je dispose d'une énorme documentation dont je voudrais vous faire profiter. Il faut continuer dans cette même voie. C'est un terrain peu commode où l'on se heurte à mille préjugés. Je vous souhaite bon courage et persévérance et, encore une fois, vous avez toutes mes félicitations et celles de mes nombreux amis et correspondants.»

Henri Muller.

Si la gauche reste sourde, André Gorz, au contraire évolue, et nettement, comme en témoigne ce qu'il écrivait en 1980 dans son essai *Adieux au prolétariat* :

Adieux au prolétariat

Au delà du socialisme

«L'automatisation, puis l'informatisation suppriment les métiers et les possibilités d'initiative, et remplacent par un nouveau type d'O.S. ce qui reste d'ouvriers et d'employés qualifiés. La montée des ouvriers professionnels, leur pouvoir dans l'usine, leur projet anarcho-syndicaliste n'auront été qu'une parenthèse que le taylorisme, puis "l'organisation scientifique du travail" (O.S.T.) et enfin l'informatique et la robotique auront fermée».

[Et donc :] «La crise du socialisme, c'est d'abord la crise du prolétariat. Avec l'ouvrier professionnel polyvalent, sujet possible de son travail productif, et, partant, sujet possible de transformation révolutionnaire des rapports sociaux, a disparu la classe capable de prendre à son compte le projet socialiste et de le faire passer dans les choses. La dégénérescence de la théorie et de la pratique socialistes viennent fondamentalement de là.» [...]

«Avec la possibilité de s'identifier au travail disparaît le sentiment d'appartenir à une classe [...] Il n'est donc plus question pour le travailleur ni de se libérer au sein de son travail ni de se rendre maître du travail ni de conquérir le pouvoir dans le cadre de ce travail. Il n'est plus question désormais que de se libérer du travail

en en refusant tout à la fois la nature, le contenu, la nécessité et les modalités».

En 1857, Marx écrivait déjà : «le temps est venu où les hommes ne feront plus ce que les machines peuvent faire», annonçant ainsi que le capitalisme tendait inexorablement vers l'abolition du travail, qui, à son tour, entraînerait sa mort. Cette théorie reprise en 1932 par Jacques Duboin et plus récemment en Italie, par des marxistes "autonomes", correspond enfin à des faits observables. C'est pourquoi le thème de l'abolition (ou de la réduction) du travail obligé est plus subversif que jamais. Si tout le monde prenait conscience qu'il n'y a plus virtuellement de problème de production mais seulement un problème de distribution – c'est-à-dire de partage équitable des richesses produites et de répartition équitable sur toute la population du travail socialement nécessaire – le système social actuel aurait de rudes difficultés à se maintenir. Que deviendraient la discipline au travail, l'éthique du rendement, l'idéologie de la compétition si chacun savait qu'il est techniquement possible de vivre de mieux en mieux en travaillant de moins en moins et que le droit à un "plein revenu" n'a plus besoin d'être réservé à ceux qui fournissent un "plein travail" ?»

NDLR :

C'est nous qui soulignons ces deux phrases pour attirer l'attention des lecteurs .

La "mutation" du Michel Bosquet de 1977 en l'André Gorz de 1980 est donc totale. Faut-il croire que l'éditorial de la GR de novembre 1977 et la correspondance d'Henri Muller y sont pour quelque chose, comme le laisse entendre la dédicace accompagnant son envoi de son livre *Les chemins du paradis* : «À Marie-Louise Duboin, cette contribution à la lutte pour le revenu social avec la reconnaissance de ma dette. Amicalement.»

Les chemins du paradis

L'agonie du capital

Dans cet ouvrage, A.Gorz approfondit son analyse de la crise et fait des propositions pour « en sortir à gauche ». Qui plus est, il aborde pour la première fois la question primordiale de la monnaie. Pour lui, c'est la révolution microélectronique qui, en permettant « de produire des quantités croissantes de marchandises avec des quantités rapidement décroissantes de capital et de travail », fera passer du salariat au revenu social, « le travail aboli étant rémunéré au même titre que le travail fourni ». Il explique :

7 Le terme “revenu social” a été créé au début des années 1930 par Jacques Duboin dont le Mouvement pour une économie distributive propose le modèle social et institutionnel le plus élaboré d'un dépassement des rapports marchands. (Note 7, p.92, *Les chemins du paradis*)

NDLR
C'est nous
qui soulignons



● ● ● « Dans sa conception de gauche, la garantie d'un revenu indépendant de l'occupation d'un emploi [...] ne se présente pas comme le salaire du chômage ou comme l'aide charitable à ceux et à celles que la société marginalise. Elle constitue au contraire le droit qu'a chaque citoyen de recevoir, réparti sur sa vie entière, le produit de la quantité incompressible de travail socialement nécessaire qu'il a à fournir au cours de sa vie. [...] Le travail salarié cessera d'être l'activité principale mais par le revenu garanti qu'il assure à chacun sa vie durant, il restera la base économique d'une variété illimitée d'activités possibles n'ayant ni rationalité ni but économique.

Dans cette perspective, conforme à la vision originelle du mouvement socialiste, la garantie à vie du revenu n'apparaît plus comme une compensation, une aide ou une prise en charge de l'individu par l'État, mais comme la forme sociale que prend le revenu quand l'automatisation a aboli, avec l'astreinte permanente au travail, la loi de la valeur et le salariat lui-même. La production du nécessaire requiert une quantité de travail si faible que nul ne pourrait subsister s'il était payé seulement pour les heures pendant lesquelles il a accompli un travail effectif. Inversement, la production croissante réalisée avec une dépense de travail décroissante ne pourra être distribuée que si elle donne lieu à une création et à une distribution de moyens de paiement correspondant à son volume et non à la valeur du travail dépensé. (L'ajustement des quantités produites aux besoins ne pourra donc plus être obtenu par le jeu des “mécanismes du marché” : les besoins effectifs de même que le niveau de la production demandent à être déterminés par voie d'enquête et de planification. L'extinction de la logique du marché va nécessairement de pair avec celle de la loi de la valeur.)

Le revenu garanti ne peut donc plus être assis sur la “valeur” du travail (c'est-à-dire sur les consommations dont l'individu social a besoin pour reproduire les forces qu'il dépense à produire des marchandises) ni être conçu comme une rémunération de l'effort. Il a pour fonction essentielle de distribuer sur tous les membres de la société une richesse résultant des forces productives de la société dans son ensemble et non d'une addition de travaux individuels. On est, selon la formule employée par Marx dans la Critique du Programme de Gotha, au-delà du principe « À chacun selon son travail » ; c'est le

principe « À chacun selon ses besoins » qui doit régler la production et les échanges. Pour désigner le droit d'accès de chacun à la richesse sociale que, par son travail intermittent, il concourt à produire, les termes “salaire social”, “dividende social” et “revenu social” - que nous retiendrons ici—sont également légitimes (7).

En fait, ce ne sont plus le travail et les travailleurs mais la vie et les citoyens qui se trouvent devoir être rémunérés. Dès lors que le travail des individus cesse d'être la principale source de richesse, leurs besoins ne peuvent être solvabilisés et les produits distribués que si la production donne lieu à une distribution de moyens de paiement indépendante de la quantité de travail qu'elle exige. L'extinction du salariat, des mécanismes de marché et de la valeur-travail résulte nécessairement de l'automatisation de la production et est implicitement contenue dans les idées de durée du travail par vie, liée à celle de garantie de revenu à vie. Dès lors que l'essentiel de la production sociale résulte non du travail des individus mais de la performance des moyens mis en œuvre — moyens qui eux-mêmes n'ont exigé qu'une faible quantité de travail direct — les notions de “droit au travail” et de “droit au salaire” doivent le céder à celles de droit au revenu et de droit du citoyen à sa quote-part des richesses produites ».

[En ce qui concerne le passage au revenu social] « plusieurs formules ont été proposées à cette fin, de la monnaie de distribution de Jacques Duboin aux bons en nature, en passant par le dividende social du Social Credit Movement. Leur apparence utopique tient au fait que leurs auteurs décrivent (c'est le cas, en particulier, de Jacques Duboin — qui a toutefois le mérite d'être radicalement anticapitaliste et anti-étatiste — et de ses disciples) jusque dans leurs détails le fonctionnement et les institutions de l'économie distributive, cependant que la transition vers elle reste un problème non résolu tant du point de vue technique que politique. Or cette transition est virtuellement préfigurée par les conventions collectives qui prévoient que les progrès de la productivité du travail donneront lieu à une diminution correspondante de la durée du travail, sans diminution du salaire. Autrement dit, le travail aboli est rémunéré au même titre que le travail fourni, le non-travailleur au même titre que le travailleur. Rémunération et prestation de travail sont déconnectées ».

Avec Capitalisme Socialisme Écologie, en 1991, le ton est donné : le capitalisme et le socialisme sont morts, tués par les progrès technologiques. Il faut trouver d'autres bases au système économique :

Capitalisme Socialisme Écologie

« En tant que système, le socialisme est mort. En tant que mouvement et force politique organisée, il agonise. Tous ses buts naguère proclamés sont périmés. Les forces sociales qui le portaient sont en voie de disparition. Le socialisme a perdu sa dimension prophétique, sa base matérielle, son « sujet historique » ; sa philosophie du travail et de l'histoire est démentie par l'Histoire et par les changements techniques qui conduisent à l'extinction sinon du prolétariat, du moins de la classe ouvrière ».

[Suivent quelques chiffres illustrant la baisse des effectifs dans l'industrie européenne entre 1975 et 1986. Pendant ces douze années, la France a supprimé à peu près autant d'emplois qu'elle en avait créés entre 1890 et 1968 et, précise Gorz.] « pendant la même période, un grand nombre d'emplois ont été créés dans les services ; mais ces emplois sont souvent à temps partiel et/ou précaires, faiblement qualifiés, sans chance d'évolution professionnelle et sans rapport avec ce qui, dans les doctrines socialistes faisait l'essence et la valeur du travail et des travailleurs ».[...] « Le travail a changé, les « travailleurs » aussi ».

[Rappelant qu'en trente ans la durée individuelle annuelle du travail à plein temps avait diminué de 23%, que le volume annuel de travail (nombre total des heures travaillées par tous les actifs) avait chuté de 28% alors que la production par heure de travail était multipliée par trois et que le chômage] « ou plutôt l'impossibilité de gagner sa vie » [prenait des proportions préoccupantes, il demande] : « Qu'est-ce dans ces conditions qu'une perspective de gauche ? Que signifie dans ces conditions être socialiste ? Si c'est lutter pour l'émancipation des travailleurs, alors les socialistes ne sont plus que les porte-parole idéologiques et élitistes de ces 15% qui se définissent encore, avant tout, par leur tra-

vail, qui se sentent avant tout travailleurs et vivent leur travail comme une activité au moins potentiellement épanouissante et créatrice. Je veux bien, à condition qu'on n'oublie pas que le travail-emploi, le travail productif rémunéré, occupe une proportion de plus en plus décroissante de notre temps (un cinquième de notre vie éveillée) et que les activités non rémunérées qu'elle soient nécessaires ou librement choisies, privées ou sociales, ne peuvent sans abus être assimilées à ce travail à partir duquel s'est constituée la conscience d'appartenir à la classe ouvrière et d'avoir, en tant que travailleur, des intérêts opposés à ceux du capital. Tout travail n'est pas travail au même sens du terme. Tout travail n'est pas source d'identité sociale ni d'appartenance de classe ».

[Gorz nous montre ensuite que] « même si le terme socialisme ne désigne plus aucun ordre social existant, ni même aucun modèle de société réalisable à court ou à long terme », [la perspective et la référence socialistes gardent du sens car nous ne pouvons pas oublier que] « le capitalisme domine l'économie mondiale sans avoir besoin pour cela d'offrir un ordre social ou un modèle de société au monde ».

[C'est pourquoi, le socialisme n'a pas à se définir à partir d'un ordre social existant ailleurs ; il se définit comme une opposition au capitalisme]. « L'abandon de la référence au socialisme conduirait à abandonner aussi toute référence à un désirable au-delà du capitalisme, à accepter celui-ci comme "naturel" et indépassable, à discourir avec un naïf idéalisme de la démocratie, de la justice tout en traitant comme quantité négligeable la matrice économico-matérielle du capital, qui, parce qu'il exige nécessairement la rentabilité avant tout, ne peut s'empêcher d'être source de domination, d'aliénation et de violence ».

La lecture de ce livre inspira à Marie-Louise l'éditorial du N°905 de la Grande Relève (novembre 1991), que voici :



La gauche, c'est par où ?

par Marie-Louise DUBOIN

T elle est bien la question qu'on se pose quand on voit les infirmières faire le siège, jour et nuit, de leur Ministère de tutelle pour l'amener à découvrir dans quelles conditions elles assument leurs tâches. Et la violence des paysans mécontents n'augure rien de bon.

Certains en profitent pour proclamer haut et fort : «*Le socialisme est en train de mourir !*». D'autres, malheureusement moins entendus, préfèrent réfléchir et faire des propositions «*pour redéfinir le socialisme*», tel André Gorz avec le livre (1) qu'il vient de publier.

Comment ne pas adhérer pleinement lorsqu'il dit qu'un projet de société doit mettre «*les buts économiques au service de l'autonomie des individus et de la société*» ? Car il pose bien les questions fondamentales **de notre époque** : «*Que doit être une société dans laquelle le travail à plein temps de tous les citoyens n'est plus nécessaire ni économiquement utile ? Quelles priorités autres qu'économiques doit-elle se donner ? Comment doit-elle s'organiser pour que les gains de productivité profitent à tout le monde ?*». Et enfin «*Comment doit-elle redistribuer au mieux tout le travail socialement utile, de manière que tout le monde puisse travailler, mais travailler moins et mieux, tout en recevant sa part de richesses socialement produites ?* »

Sa réponse, si elle n'est pas immédiatement le socialisme distributif, est en tout cas une transition vers lui. Elle passe par une politique de réduction du temps de travail (RTT), déjà présentée dans un autre ouvrage, «*Métamorphose du travail*» que nous avons analysé ici-même, il y a trois ans (2). Cette RTT est un contrat social : «*Il s'agit...de gouverner un développement en cours en choisissant par avance des fins que nous entendons lui faire servir.*

La politique, c'est cet ensemble de choix, ou alors elle n'est rien...mais elle n'aura de portée réelle que si, dès la fixation de l'échéance à laquelle la RTT entrera en vigueur, syndicats, associations d'usagers et de consommateurs participent de plein droit, à tous les niveaux, à l'élaboration des prévisions, des programmes et des orientations prioritaires. C'est là une conception élargie des compétences syndicales qui n'a cessé d'être défendue en Italie et qui commence à l'être en Allemagne et en Grande-Bretagne, au nom de cette démocratie économique inscrite depuis au moins quarante ans au programme de toutes les gauches». Cette dernière remarque, au passage, conforte notre détermination à agir sur le plan européen, comme nous essayons de le faire dans le cadre des associations BIE N et Europe 93.

André Gorz offre ainsi une redéfinition du socialisme : «*Lutter pour le socialisme, c'est revendiquer dans tous les domaines le droit des individus à l'autodétermination, à l'égalité, à l'intégrité de la personne, en agissant pour que puisse être remodelé tout ce par quoi la société fait obstacle à ce droit*» rejoignant ainsi Rainer Land (3) pour qui le socialisme «*est une société qui se développe de manière à créer, dans les domaines de la civilisation matérielle, du travail, du cadre de vie, de la consommation, des espaces croissants pour l'épanouissement des individus*».

C'est très exactement le contraire de ce qu'amène le capitalisme libéral et son idéologie de compétitivité mercantile, qui entrave le développement de la personnalité en diminuant l'autonomie des individus. Nos lecteurs se souviennent de la façon dont cette mainmise du mercantilisme est dénoncée dans «*Les affranchis de l'an 2000*». André Gorz parle de l'impérialisme de la rationalité économique, décrivant «*les experts patentés qui vous déposèdent de la*

possibilité de déterminer vous-même vos besoins, vos désirs, votre manière de gérer votre santé et de conduire votre vie». Il montre que la politique menée par «nos gouvernements» (y compris le nôtre qui se prétend socialiste) parce qu'elle est une politique de l'emploi pour l'emploi, creuse de plus en plus le fossé entre les riches et les pauvres et ceci pour la raison suivante : les pauvres, si vous augmentez leurs ressources, consomment plus de produits et de services courants donc industrialisés et qui demandent relativement peu de main d'œuvre, si bien que cette augmentation de leurs revenus crée finalement peu d'emplois. Au contraire, en augmentant le revenu disponible des riches on fait augmenter la consommation des produits de luxe et de services personnels dont le contenu en travail humain est beaucoup plus élevé. Et c'est ainsi que se développe «*une énorme sous-classe de serveurs pour agrémenter la vie et les besoins de loisirs des couches solvables*». Si bien, conclut Gorz, qu'on aboutit à ce paradoxe explosif : «*la création d'emplois dépend principalement, désormais, non pas de l'activité économique, mais de l'activité anti-économique...la création d'emplois n'a plus pour fonction d'économiser du temps de travail à l'échelle de la société mais de gaspiller du temps de travail pour le plus grand agrément de ceux qui ont de l'argent à dépenser. Le but est désormais de réduire la productivité et de maximiser la quantité de travail par le développement d'un tertiaire qui ne crée pas de richesses !* »

Une démonstration magistrale de l'absurdité de notre époque en même temps qu'un véritable programme socialiste.

(1) «*Capitalisme Socialisme Ecologie Désorientations Orientations* » Editions Galilée. Octobre 1991.

(2) GR n°872 de Novembre 1988.

(3) Professeur à l'Université Humboldt de Berlin-Est.

|| À cet article Gérard Horst/André Gorz répondait dès le 7 décembre suivant :

Chère Marie-Louise Duboin,

À la lecture de votre éditorial de novembre, je voulais vous écrire tout de suite. Votre article est du genre dont, habituellement, un auteur peut seulement rêver : découvrir qu'il a été lu, qu'il a été compris, qu'il a trouvé un témoin capable de restituer et de commenter l'essentiel de ce qu'il a voulu dire, l'essentiel seulement, sans s'égarer dans l'accessoire. Et vous n'avez même pas, cette fois, relevé mon silence (sauf une remarque en passant) sur les problèmes financiers qui, pourtant, occupent une place centrale dans votre propre réflexion – à juste titre.

Avec un mois de retard, je vous dis ici ma gratitude.

Ce mois a été largement occupé, chez moi, par des ennuis dentaires qui, je le crains, ne prendront pas fin avant le mois prochain, au plus tôt. Nous allons rarement à Paris ; mais nous comptons bien vous faire signe à la prochaine occasion. De votre côté, si vous passez par Troyes, prévenez nous : nous n'avons pas changé de téléphone. Nous aurons grand plaisir de vous revoir.

Amicalement vôtre.

G.H.

Misères du présent Richesse du possible

Le numéro spécial (972) de *La Grande Relève*, en décembre 1997, est intitulé

LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?

Une place essentielle y est évidemment réservée à André Gorz. Il vient tout juste de publier un nouveau livre : *Misères du présent. Richesse du possible* et nous l'a adressé avec ces mots : «*À Marie-Louise Duboin qui m'a fait faire beaucoup de chemin. Avec mon amitié. G.H.*». La voici :

Malgré les bouleversements qu'il a connus, on continue aujourd'hui à vouloir associer au travail :

- une fonction éducative, parce qu'il apparaît comme le moyen d'exprimer sa personnalité ; c'est pourquoi les chômeurs en arrivent à perdre toute confiance en eux,
- une fonction économique, parce que le salaire versé en échange d'un travail est un moyen d'autonomie,
- et une fonction sociale, un moyen d'insertion, celui de participer avec d'autres à la vie de la cité, d'éprouver son utilité sociale.

En réalité, ces trois fonctions fondamentales ne sont *pas* automatiquement liées à un emploi. C'est ce que montre très clairement André Gorz* :

Le véritable travail n'est plus dans le "travail"

Ce que Jeremy Rifkin appelle "la fin du travail" annonce la fin de ce que tout le monde a pris l'habitude d'appeler "travail". Il ne s'agit pas du travail au sens anthropologique ou au sens philosophique. Il ne s'agit pas du travail de la parturiente, ni de celui du sculpteur ou du poète. Il ne s'agit pas du travail comme "activité autonome de transformation de la matière", ni du travail comme "activité pratico-sensorielle" par laquelle le sujet s'extériorise en

produisant un objet qui est son œuvre. Il s'agit sans équivoque du "travail" spécifique propre au capitalisme industriel : du travail dont il est question lorsqu'on dit qu'une femme "n'a pas de travail" lorsqu'elle consacre son temps à élever ses propres enfants et qu'elle "a un travail" lorsqu'elle consacre ne serait-ce qu'une fraction de son temps à élever les enfants d'autrui dans une crèche ou une école maternelle.[...]

Les millions d'employés ou de techniciens "tra-

* Nous reproduisons ici plusieurs extraits du livre qu'André Gorz vient de publier, et nous invitons tous nos lecteurs à dévorer ce livre : ils se régaleront !

vaillant” sur écran de visualisation ne “réalisent” rien de tangible. Leur activité pratico-sensorielle est réduite à une pauvreté extrême, leur corps, leur sensibilité mis entre parenthèses. Leur “travail” n’est en rien une “mise en forme appropriative du monde objectif”.[...] Pour les “travailleurs” de l’immatériel comme pour une majorité de fournisseurs de services, les “produits” de leur travail sont évanescents, consommés dans le temps même où ils sont accomplis. Il est rare que ces “travailleurs”puissent dire: «Voici ce que j’ai fait. Voici mon ouvrage. Ceci est mon œuvre.»

A vouloir nier “la fin du travail” au nom de sa nécessité et de sa permanence au sens anthropologique ou philosophique, on démontre le contraire de ce qu’on voulait prouver : c’est précisément au sens de réalisation de soi, au sens de “poièsis”, de création d’une œuvre ou d’un ouvrage que le travail disparaît le plus rapidement dans les réalités virtualisées de l’économie de l’immatériel. Si on désire sauver et perpétuer ce “véritable travail”, il est urgent de reconnaître que le véritable travail n’est plus dans le “travail” : le travail, au sens de poièsis, qu’on fait, n’est plus (ou n’est que de plus en plus rarement) dans le “travail”, au sens social, qu’on a. Ce n’est pas en invoquant son caractère anthropologiquement nécessaire qu’on démontrera la pérennité nécessaire de la “société de travail”. Au contraire : il nous faut sortir du “travail” et de la “société de travail” pour retrouver le goût et la possibilité du travail “véritable”.[...]

Le “travail” que le capitalisme en sa phase ultime abolit massivement est une construction sociale; et c’est pour cela précisément qu’il peut être aboli. Pourquoi dit-on qu’une femme a un “travail” quand elle enseigne dans une maternelle et qu’elle n’en a pas quand elle élève ses propres enfants ? Parce que la première est payée pour ce qu’elle fait et non la seconde ? Mais la mère au foyer n’aurait toujours pas un “travail” quand même elle toucherait une allocation sociale égale au salaire d’une puéricultrice. Elle n’aura toujours pas un “travail” quand même elle aurait aussi un diplôme d’éducatrice. Et pourquoi cela ? Parce que le “travail” est défini au départ comme une activité sociale, destinée à s’inscrire dans le flux des échanges sociaux à l’échelle de la société entière. Sa rémunération atteste

cette insertion mais n’est pas non plus essentielle : l’essentiel est que le “travail” remplit une fonction socialement identifiée et normalisée dans la production et la reproduction du tout social. Et pour remplir une fonction socialement identifiable, il doit lui-même être identifiable par les compétences socialement définies qu’il met en œuvre selon des procédures socialement déterminées. Il doit, en d’autres termes, être un “métier”, une “profession” c’est-à-dire la mise en œuvre de compétences institutionnellement certifiées selon des procédures homologuées. Aucune de ces conditions n’est remplie par la mère au foyer... Bref il ne se situe pas dans la sphère publique, il ne répond pas à des besoins socialement définis, socialement codifiés. Pas plus que le travail de l’esclave ou du serviteur personnel au service des désirs personnels de son maître. Pas plus que le travail de création, artistique ou théorique.

Le créateur, théoricien ou artiste, ne “travaille” (n’a un travail) que lorsqu’il donne des cours ou des leçons répondant à une demande publiquement et socialement déterminée; ou lorsqu’il exécute une commande. Il en va de même de toutes les activités artistiques, sportives, philosophiques, etc., dont le but est la création de sens, la création de soi (de subjectivité), la création de connaissance[...] Par l’homologation des compétences, des procédures et des besoins qu’il implique, le “travail” est un puissant moyen de socialisation, de normalisation, de standardisation, réprimant ou limitant l’invention, la création, l’auto-détermination individuelles ou collectives de normes, de besoins et de compétences nouveaux. C’est pourquoi la reconnaissance sociale de nouvelles activités et compétences répondant à de nouveaux besoins a toujours dû être imposée par des luttes sociales...

Il s’agit de déconnecter du “travail” le droit d’avoir des droits et notamment le droit à ce qui est produit et productible sans travail, ou avec de moins en moins de travail. Il s’agit de prendre acte de ce que ni le droit à un revenu, ni la citoyenneté plénière, ni l’épanouissement et l’identité de chacun ne peuvent plus être centrés sur et dépendre de l’occupation d’un emploi. Et de changer la société en conséquence.

ANDRÉ GORZ.

LA GRANDE RELEVÉ N°972 - DÉCEMBRE 1997

||| C’est aussi dans cet ouvrage, *Misères du présent Richesse du possible*, que Gorz s’intéresse enfin avec plus de précision aux problèmes monétaires, notamment dans le chapitre intitulé *Au delà de la “loi de la valeur”* :

Au delà de la “loi de la valeur”

«L'allocation universelle d'un revenu social inconditionnel correspond le mieux à l'économie qui se dessine au-delà de l'impasse dans laquelle s'enfoncé l'évolution actuelle». [...Mais] «la question habituellement posée aux partisans d'un revenu social : «Où allez-vous prendre l'argent ? » met le doigt sur l'impasse dans laquelle le système s'enfoncé : bien que le temps de travail ait cessé d'être la mesure de la richesse créée, il reste encore la base sur laquelle sont assis les revenus distribués et le gros des sommes redistribuées et dépensées par l'État. L'économie se trouve ainsi sur une pente où les sommes à prélever et à redistribuer pour couvrir les besoins individuels et collectifs tendent à dépasser les sommes distribuées par et pour la production. Ce n'est pas seulement l'allocation universelle qui n'est pas finançable sur ces bases. C'est (très visiblement en Grande-Bretagne et aux États-Unis) tout l'État et toute la société qui se disloquent. Wassily Leontieff résumait la situation par cette métaphore : «Quand la création de richesses ne dépendra plus du travail des hommes, ceux-ci mourront de faim aux portes du Paradis à moins de répondre par une nouvelle politique du revenu à la nouvelle situation technique¹».

Leontieff ne précisait pas à quelle nouvelle politique du revenu il pensait mais Jacques Duboin avait déjà indiqué en 1931 la “porte de sortie” et Marx en 1857 (dans les *Grundrisse* que Duboin ne pouvait connaître²) : La distribution des moyens de paiement devra correspondre au volume de richesses socialement produites et non au volume du travail fourni.

René Passet le dit en une formule lapidaire : «Ce que nous considérons aujourd'hui comme redistribution secondaire deviendra distribution primaire». Parce qu'il résulte de systèmes intégrés « hommes-machines-organisation » dans lesquels « la contribution propre à chacun n'est plus mesurable », « le produit national devient un véritable bien collectif... La question de la distribution ne se pose plus en termes de justice commutative mais de justice distributive³ ». La distribution de moyens de paiement ne sera plus un salaire mais ce que Duboin appelait déjà un « revenu social ». Celui-ci ne correspond plus à la “valeur” du travail (c'est-à-dire aux produits nécessaires à la reproduction de la force de travail dépensée) mais aux besoins, désirs et aspirations que la société se donne les moyens de satisfaire. Elle suppose la création d'une autre monnaie, non thésaurisable, que Passet, à la suite de Duboin, appelle « monnaie de consommation⁴ ». Tel est de fait, le sens de l'évolution présente. Elle rend caduque la “loi de la valeur”. Elle exige de fait une autre économie, dans laquelle les prix ne reflètent plus le coût du travail immédiat, de

plus en plus marginal, contenu dans les produits et les moyens de travail, ni le système des prix la valeur d'échange des produits. Les prix seront nécessairement des prix politiques et le système des prix le reflet du choix, par la société, d'un modèle de consommation, de civilisation et de vie.

Pensée jusqu'au bout de ses implications, l'allocation universelle d'un revenu social suffisant équivaut à une mise en commun des richesses socialement produites. À une mise en commun, non à un « partage ». (Le partage vient après : on ne peut partager entre tous que ce qui est à tous, donc n'est d'abord à personne). René Passet le dit clairement quand il parle du produit national comme d'un « véritable bien collectif », produit par un travail collectif dans lequel il est impossible d'évaluer la contribution de chacun. Le principe du « à chacun selon son travail » en devient caduc. Au « travailleur collectif » tend à se substituer un sujet virtuel fondamentalement différent à mesure que le travail immédiat de transformation de la matière est remplacé comme force productive principale par « le niveau général de la science... et son application à la production », c'est à dire par la capacité des « individus sociaux » à tirer parti de la technoscience et de la mettre en œuvre par l'auto-organisation de leur coopération et de leurs échanges. C'est alors, je continue à paraphraser les *Grundrisse*, « le libre développement des individualités » par « la réduction du travail nécessaire à un minimum » et la production de valeurs d'usage en fonction des besoins, qui deviennent le but.

1. Wassily Leontieff, «La distribution du travail et du revenu», *Pour la Science*, 61, avril 1982.

2. Les *Grundrisse* n'ont été publiés sous le titre *Rohentwurf* (ébauche à l'état brut) qu'en 1939 par l'Institut Marx-Engels-Lénine à Moscou. La première édition accessible au public a été publiée par Dietz en 1953, à Berlin.

3. René Passet, «La Sécu entre deux chaises», *Transversales*, 37, janvier-février 1996.

4. René Passet et Jacques Robin envisagent dans *Transversales* une «économie plurielle avec marché» et différents types de monnaie : une monnaie capitalisable à convertibilité et validité illimitée ; une monnaie de consommation à validité limitée dans le temps et non thésaurisable ; des monnaies locales, à circulation et convertibilité restreintes et préemption courte.

Jacques Duboin prévoyait déjà que cette monnaie de consommation devait être annulée par l'acte d'achat qu'elle permettait. C'est qu'elle ne provient pas d'un prélèvement. Elle ne peut en provenir, dans une économie où la production ne distribue guère de salaire. La monnaie qui solvabilise la demande n'y peut être qu'une monnaie sociale dont l'émission et la masse relèvent de décisions politiques.

L'immatériel

En février 2003, quand M-L Duboin compose la GR 1030, elle vient de lire le dernier livre d'André Gorz, intitulé *L'immatériel*. Les perspectives effrayantes qui sont entrevues dans ce livre l'ont bouleversée, et elles ont, hélas, renforcé sa conviction que le choix est désormais celui entre la démocratie en économie, que nous défendons avec tant de mal et si peu d'audience, ou bien le suicide collectif dans la totale inhumanité où le capitalisme nous mène à toute allure.

Voici l'essentiel de son analyse de ce livre dans la GR de mars 2003 :

Revenu d'existence ou revenu social ?

L'opposition à la méthode du clan Bush pour régler le problème Irakien ne doit pas faire oublier le débat, plus subtil, autour d'une autre perspective, celle que laisse entrevoir l'orientation de certaines recherches à des fins d'exploitation à longue portée et extrêmement dangereuse. Un tel débat paraît cantonné dans un milieu d'intellectuels, de généticiens ou de philosophes qui s'interrogent sur le clonage humain. Mais loin de concerner une sorte "d'élite" pensante, c'est bien l'avenir de l'humanité qui est en jeu, et personne ne peut s'en désintéresser.

C'est probablement à André Gorz, que reviendra, aux yeux de l'Histoire, le mérite d'avoir mis en évidence, dans son dernier livre, le lien de ces réflexions d'ordre éthique, philosophique, avec le débat, encore beaucoup trop discret en France, entre revenu d'existence (minimum), et revenu social (optimum). Son dernier livre, intitulé "*L'immatériel*"¹, je l'ai dévoré en 24 heures et j'ai eu tort. Il faut en lire et relire chaque page, car chacune, avec clarté et précision, soulève une foule de réflexions. L'auteur cherche à comprendre le sens des transformations actuelles et constate que nous avons le choix de les orienter vers deux nouveaux mondes possibles : une société de l'intelligence ou bien une civilisation déshumanisée.

Nous sommes entrés dans l'ère de l'économie de l'immatériel et il s'agit de comprendre ce que cela signifie. L'informatisation de la société, et d'abord de l'industrie, transforme le travail en gestion d'un flux d'informations. Il en résulte que l'employé «est amené à se produire lui-même». Ceci parce que, qu'il le veuille ou pas, sa participation dépend maintenant beaucoup de sa personnalité et que celle-ci est faite de tout le bagage culturel qu'il développe en dehors de son emploi, dans ses activités volontaires, gratuites et invisibles, par ses lectures, par les films qu'il voit, par toutes ses relations, amicales ou conflictuelles, syndicales ou politiques, ses pratiques collectives de sport ou de jeu, au cours de ses vacances et de ses voyages. Ainsi le "travail"

aujourd'hui ne dépend plus seulement des connaissances acquises, mais de plus en plus de l'aptitude à coopérer, à s'intégrer, à s'exprimer, capacités qui s'acquièrent au quotidien, mais qui ne s'enseignent pas.

Chacun est donc amené à se produire lui-même, à gérer, tout au long de sa vie, son "capital humain", "la production de soi" est devenue obligatoire. Or cette "mise au travail"

totale de la personne est une contrainte qui soulève des résistances. C'est dans ce contexte, pour faire face à la précarité des rapports à l'emploi, pour gérer discontinuités et intermittences, qu'est née la revendication d'un revenu garanti.

LE CHOIX ET SON ENJEU

Mais il y a deux façons de concevoir ce revenu. Soit y voir le moyen de préserver l'individu d'une mise au travail totale et soustraire ainsi la vie à l'idéologie du marché. Soit, à l'opposé, viser à rémunérer le temps hors emploi parce qu'il contribue à la productivité.

Dans le premier cas, le revenu garanti n'exige ni ne rémunère rien ; il permet de distinguer deux sphères d'activités, celle des valeurs marchandes et celle des richesses intrinsèques n'ayant pas de valeur au sens économique. Il facilite le plein développement des personnes, au-delà de leur fonction dans la production marchande.

La seconde conception implique au contraire que la vie entière est un facteur de production (on l'appelle maintenant "le capital fixe humain"), ainsi la production de soi-même est un travail économique et le revenu d'existence, payant ce travail, exige qu'il soit rentable. C'est reconnaître au capital le droit de contrôler le développement des capacités humaines.

L'enjeu du choix entre ces deux conceptions est de savoir si cette ère de l'économie de l'immatériel est celle de «l'épanouissement de toutes les forces humaines comme telles», impliquant «l'accès universel et illimité au savoir et à la culture» ou bien si elle est celle où le capital s'approprie et instrumentalise tant le savoir que la culture.

La première conception mène à ce qu'André

par Marie-Louise Duboin

1. "*L'immatériel*
Connaissance, valeur
et capital"
par André Gorz
publié aux éditions
Galilée
en janvier 2003,
150 pages,
22 euros.

Gorz décrit comme la **“société de l’intelligence”**, dans laquelle le plein épanouissement des facultés de chacun est le but de tous. Faisant une distinction entre richesse et valeur marchande, on débouche sur une autre conception de la richesse et des activités humaines et la production est mise au service du développement humain. On retrouve donc là les aspirations des théoriciens “historiques” du distributisme, et aussi le comportement des artisans des logiciels et des réseaux libres pour qui rien n’est produit en vue d’un échange marchand.

Tant dans cette esquisse d’une nouvelle organisation du travail par la communauté Linux (éthique hacker) que dans notre proposition de contrats civiques *«démocratiquement et publiquement débattus (une “démocratie par consensus”)*» on retrouve *«la concertation sur ce qu’il convient de produire, comment et pour quoi»* c’est-à-dire une façon nouvelle de vivre en société en gérant ensemble l’économie.

LE CHEMIN VERS TOUS LES DANGERS

Il est temps de prendre conscience vers quelle humanité déshumanisée nous mène la seconde conception. André Gorz lève un coin du voile de cette **“société de l’ignorance”** dans laquelle la grande majorité des gens connaît de plus en plus de choses mais en *comprend* de moins en moins. Des spécialistes avalent des connaissances mais ils en ignorent le contexte, la portée et surtout la logique qui, en fin de compte, oriente la technique ; les professionnels revendiquant le monopole de la “vraie” connaissance rejettent les évidences et les savoirs intuitifs. C’est le règne de la technoscience et de ses exigences : l’homme devient un goulot d’étranglement pour traitement de l’information, et il faut le doter de prothèses, par exemple pour augmenter la capacité de son cerveau. La pensée se libère ainsi du corps et met hors circuit tout ce qui n’est pas indispensable au calcul, y compris besoins, plaisirs, douleurs, craintes et espoirs qui forment le tissu évolutif de la conscience. Il faut fonctionner selon les règles en s’affranchissant de la réalité et de l’expérience !

La perspective ouverte a de quoi effrayer. Refuser la réalité de la vie et ses imperfections mène d’abord à *«libérer la femme des servitudes de la grossesse»* et préférer *«pour que nos enfants potentiels se trouvent là où ils peuvent être surveillés et protégés»* que la reproduction humaine soit, grâce à la fécondation *in vitro* et aux utérus artificiels, l’affaire d’hommes spécialisés. La femme, cet être irrationnel gouverné par les sentiments, doit être dépossédée des pouvoirs que la société pourrait lui confier comme de ceux que la maternité lui confère sur ses enfants. Ceci sera achevé quand le clonage des êtres humains sera pleinement réalisable.

LE MEILLEUR DES MONDES ?

A. Gorz montre la logique de ces perspectives [...] décrites par J. Fletcher : il faut éliminer la nature parce qu’elle est source d’aléas et de désordre. Plus loin que le capitalisme du XIX^{ème} siècle qui voulait allier la science et le capital dans une civilisation d’ingénieurs, l’objectif du capital au XXI^{ème} siècle est de re-crée le monde en substituant aux richesses pre-

mières, que la nature offre gratuitement et qui sont un patrimoine commun, des produits artificiels destinés à la vente. Non seulement le capital transforme le monde en marchandise, mais il en monopolise la production et se rend ainsi maître de l’humanité. [...] Le capital et la science se servent l’un de l’autre et leurs buts ont beaucoup en commun, constate A. Gorz. Pour lui cette nouvelle ère a commencé au milieu du XX^e siècle, d’une part et sans attirer l’attention, par l’invention de machines capables d’imiter le cerveau, et d’autre part, grâce à la découverte de la structure de l’ADN. [...] L’idée que l’esprit immortel peut être téléchargé et vivre éternellement dans le cyberspace apparut en Californie à la fin des années 1970. La croyance qu’on puisse transférer l’esprit humain sur des micro circuits est venue comme un sous-produit de la recherche militaire américaine élaborant un système d’armes avancées basé sur un flux d’informations destiné à localiser les cibles. Vinrent ensuite des robots destinés à la NASA [...]. C’était tout simplement oublier que l’homme est un sujet conscient, vivant, qui pense et qui choisit, qui poursuit des buts parce qu’il éprouve des besoins, des espoirs et des douleurs et qu’il ne cesse de se reprogrammer lui-même parce qu’il est toujours en devenir, alors que l’intelligence artificielle est figée parce qu’elle ne vit pas [...]

LAISSER FAIRE OU RÉSISTER ?

Même si ces visions sont infaisables, il n’empêche qu’elles témoignent de l’esprit de l’élite intellectuelle américaine qui y voit l’ultime projet de **“sa”** science et pour qui les droits et la dignité de la personne humaine, de même que les notions de liberté ou d’égalité sont *«de méprisables survivances judéo-christiano-kantiennes»* et l’évolution biologique de l’homme *«une impasse»*. Selon Kevin Warwick, au XXI^{ème} siècle *«les humains, s’ils existent encore, se trouveront dans une position subalterne»*. [...] C’est donc la fin proclamée des sociétés humaines, seule une **“minuscule élite”** sera, peut-être, capable d’orienter ces grandes machines et son pouvoir sur **“la masse”** sera total. La voie est tracée, même si l’ingénierie génétique n’avance qu’à petits pas et si le clonage humain est présenté sous un jour anodin.

Gorz insiste pour qu’on ne confonde pas ce qui est production de soi par toutes sortes d’exercices personnels d’apprentissage destinés à maîtriser un art, avec ces intentions de faire produire l’être humain par des spécialistes, [...] d’acheter des prothèses pour nous faire *«devenir les consommateurs et les acheteurs de l’augmentation de nos facultés»*, de programmer des enfants en décidant d’avance leur personnalité, en planifiant leur domination tout au long de leur vie.

Imaginer un tel avènement de monstres marquant la fin du genre humain est tout simplement l’abandon du principe que *«tous les hommes naissent libres et égaux»*.

L’analyse d’André Gorz ne peut pas être prise à la légère et le choix dépend de chacun de nous : réfléchir puis résister ou bien ignorer et continuer à laisser faire ?

Derniers échanges

III André Gorz répondait en septembre 2006 à une lettre de Marie-Louise :

Chère Marie-Louise,

Votre lettre nous touche tous les deux. Merci d'avoir établi le contact entre «Utopia» et moi. Je leur ai envoyé les deux textes ci-joints. Ils vous expliqueront mes difficultés avec la notion de distribution et de référence de base. Nous sommes entrés dans une économie où les coûts, les valeurs d'échange ne sont plus mesurables et où les prix n'ont pas de base matérielle. L'hypothèse que nous allons (potentiellement) vers une "économie" de la gratuité s'impose de plus en plus à moi et, comme vous le voyez dans le 2^{ème} papier, les possibilités de relocalisation de toutes les productions et de mises en commun qui rendent la distribution superflue, deviennent tangibles avec l'abolition (potentielle) de la division du travail : avec les «digital fabricators». (Ce 2^{ème} papier est pour la revue «Entropia» de Serge Latouche).

Dorine va vous téléphoner. Elle vous aime beaucoup et vous embrasse. Moi aussi.
Merci, merci, merci.

André (ou Gérard).

Le premier texte dont il est question est la suite des réponses faites à un questionnaire envoyé en septembre 2004 par "la Universidade do Vale do Rio dos Sinos", une université jésuite du Sud du Brésil. André Gorz y reprend ses critiques habituelles de la croissance en soi, fait la distinction entre emploi et travail, montre que les problèmes de production sont maintenant résolus mais re-placés par celui de la distribution et que les contradictions de l'économie capitaliste ne peuvent être résolues que par l'instauration d'un revenu garanti, déconnecté du travail et d'un niveau suffisant pour vivre décemment :

« L'idée à elle seule du revenu d'existence garanti marque une rupture. Elle oblige à voir les choses autrement et surtout à voir l'importance des richesses qui ne peuvent pas prendre la forme valeur, c'est à dire la forme de l'argent et de la marchandise. Le revenu d'existence, quand il sera introduit, sera une monnaie différente de celle que nous utilisons aujourd'hui. Elle n'aura pas les mêmes fonctions».

[Il montre ensuite que nous nous trouvons dans une situation] « où les trois catégories fondamentales de l'économie politique : le travail, la valeur et le capital ne sont plus mesurables selon un étalon commun » [...]

« La création de richesses ne se laisse plus mesurer en termes monétaires. Les fondements de l'économie politique s'écroulent. C'est en ce sens que l'économie de la connaissance est la crise du capitalisme ».

Le second texte a été publié dans le N°2 (printemps 2007) de la revue *Entropia*, sous le titre "Crise mondiale, décroissance et sortie du capitalisme".

[Gorz explique que] «la décroissance est une bonne idée : elle indique la direction dans laquelle il faut aller et invite à imaginer comment vivre mieux en consommant moins et en travaillant moins et autrement. Mais cette bonne idée ne peut pas trouver de traduction politique [...] car la décroissance provoquerait une dépression économique sévère, voire l'effondrement du système bancaire mondial». Or le système capitaliste a atteint ses limites à cause de la révolution informationnelle. En développant les outils d'une sorte d'artisanat high-tech¹, le capitalisme travaille à sa propre perte. Grâce à ces outils en effet, les populations exclues, inac-

tives ou en sous-emploi pourraient produire dans des ateliers communaux ce dont elles-mêmes et leur commune ont besoin. Leur mise en réseau dans le monde entier permettrait de «remplacer le marché et les rapports marchands par la concertation sur ce qu'il convient de produire, comment et à quelle fin, de fabriquer localement tout le nécessaire...».

1 – Digital fabricators ou factories in a box, fabbers ou personal fabricators, Voir * <http://www.opensourcejahrbuch.de>; ou bien <http://www.opentheory.org/ox-osjahrbuch-2005/>

NDLR :

En octobre 2007, nous n'avons pas retrouvé ces sites.

Mais le site <http://www.shopbott-tools.com/> en semble un exemple.

Le 21 juin 2007, A. Gorz adressait à M-L Duboin le texte d'un article destiné à être publié dans la revue *Multitudes*, intitulé "Penser l'exode de la société du travail et de la marchandise". Il l'accompagnait de ces quelques mots :



EN RÉSUMÉ :

Mettant fin au paradoxe de l'homme inventant la machine pour travailler à sa place... mais qui ne travaille pas pour lui, l'économie distributive transforme le progrès technique en progrès social :

Tout ce qui est utile,
et possible matériellement et écologiquement,
le devient financièrement.

Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat,
leur "revenu social", qui est versé en
"monnaie de consommation" pour permettre
au consommateur de choisir ses achats.

La masse totale de ces revenus correspond aux
biens et services qui sont disponibles
après financement des services publics,
cette réforme fiscale rend donc inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, les efforts sont
orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement
possible avec le minimum de peine.

Le travail humain nécessaire pour assurer
tant les services publics (entretien, extension
et perfectionnements des équipements) que
la pérennité de la production, revêt la forme d'un
"service social", service civil accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître
aucun de nos droits politiques,
mais il les complète de **droits économiques**
sans lesquels ils n'ont pas de sens, car
«pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre» !

Jacques Duboin.

SUGGESTIONS DE LECTURES

• JACQUES DUBOIN

Extraits choisis dans son œuvre (1 euro).

• LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.

Un roman de Marie-Louise Duboin, qui explique, à l'aide d'exemples, les mécanismes de l'économie proposée et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société (16,70 euros).

• ET SI ON CHANGEAIT ?

La bande dessinée par J. Vignes-Elie (3,80 euros).

• MAIS OÙ VA L'ARGENT ?

L'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (240 pages, 14,90 euros).

• D'anciens numéros (1 euro), contenant des dossiers toujours actuels, par exemple :

N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?

N°989 RETRAITES : L'INTOX

N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE.

On peut les commander au journal

(les prix indiqués sont franco de port).

*

Des textes, épuisés sur papier, sont téléchargeables sur notre site internet. Ce sont :

• UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

texte d'une conférence d'André Prime.

• KOU, L'AHURI ou LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE

de Jacques Duboin, un livre plein d'humour, écrit en 1934, mais resté tellement d'actualité qu'il a été mis en scène (au théâtre belge, par Christine Delmotte) soixante deux ans plus tard !

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

*Les manuscrits sont choisis par le comité
de lecture et ne sont pas retournés.*

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER

Impression : ARTIS.

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : <http://economiedistributive.free.fr>



(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)